

Lettre ouverte aux communistes

Le 20 juin 2010, j'ai présenté au 35ème Congrès du Parti Communiste Français mon offre de candidature pour représenter le Front de gauche aux prochaines élections présidentielles. Elle faisait suite à l'accord que j'avais donné, début juin, pour que mon nom soit cité, parmi d'autres, comme candidat potentiel.

Sans ambiguïté, je soulignais alors mon attachement à une candidature commune du Front de gauche pour affronter cette importante échéance électorale.

Je m'inscrivais ainsi dans les orientations de la résolution finale du Congrès, adoptée le même jour :

« Pour l'élection présidentielle, la candidature pourra soit être issue de l'une des formations du Front de gauche, soit être issue du mouvement social, et partager les objectifs du pacte. Ce débat doit être mené sans préalable ni exclusive. Dans cette perspective, des personnalité-e-s communistes sont légitimes à s'engager comme candidat-e potentiel-le du rassemblement pour porter l'originalité de cette ambition. Dans le cadre de la préparation du congrès du printemps 2011, nous examinerons toutes les propositions et les hypothèses que les communistes souhaiteront mettre en débat. Au terme de ce processus, à ce congrès, nous désignerons le ou la candidate soutenu-e par le PCF. L'assemblée des animateurs de section, fin 2010, constituera un point d'étape de cette réflexion et de ce processus».

Le sens de ma candidature

Le 8 septembre 2010, à la veille de la Fête de l'Humanité, je précisais le sens de mon offre de candidature : Le Front de gauche tire sa force et ses succès [...]« de sa diversité, en rassemblant des militants attachés à la transformation sociale et qui veulent dépasser les échecs de leur propre parti : communistes, socialistes, extrême gauche, écologistes, mouvement social... cette pluralité est une formidable richesse. Conjuguée à une réelle assise populaire, elle peut permettre de co-élaborer un projet transformateur pour la France.

C'est pour cette même raison que je suis attaché à une candidature commune du Front de gauche pour les élections présidentielles. Pour moi, il n'y a pas de femmes ou d'hommes providentiels. Le Front de gauche est composé de plusieurs courants : plusieurs candidatures sont donc possibles pour porter son projet partagé, qu'elles soient issues des différentes formations du Front de gauche, ou du mouvement social... Aucun candidat ne s'impose a priori. C'est le sens de mon offre de candidature.

Qui dit Front dit ensemble de différences. Chaque formation, comme chaque individu, a sa personnalité, son histoire propre, ses priorités. La famille politique que je représente, comme les autres, a ses particularités, ses propres orientations. Je pense notamment à la question sociale, et plus particulièrement à la participation active du monde du travail à la création de richesses dans un nouveau type de développement. Je pense aussi à cette volonté que nous avons toujours eue d'être les porteurs et les passeurs des exigences populaires. Cette sensibilité-là a besoin de s'exprimer et d'être entendue, au côté d'autres [...].

J'ai certes conscience du caractère particulier de ma candidature. Elle est différente, donc un brin anachronique dans le bouillonnement médiatique autour d'une poignée de personnalités nationales. Serait-il donc incongru qu'un élu local, forgé dans la défense des intérêts de la population d'un territoire, puisse porter un message national ? Cette proximité, cette connaissance des Français ne serait-elle pas au contraire la première garantie de construire avec eux ?

Il n'est pas une journée durant laquelle je ne fais pas le constat que le système libéral, qui encadre notre vie, marche sur la tête, à tel point que les jeunes devraient demain vivre moins bien que leurs parents. Il n'est pas une journée sans que je me dise que notre société est complètement dévoyée par une poignée de grands groupes financiers et de privilégiés. Et il n'est pas une journée sans que je réfléchisse à ce que nous pourrions tous ensemble mettre en oeuvre pour bousculer ce capitalisme qui casse tant de vies : il est vraiment temps de dépasser ce système essoufflé, tellement abandonné à la finance qu'il s'est lui-même condamné.

Dans ce grand pays qu'est la France, nous devons imaginer et mettre en oeuvre un nouveau modèle social. Il nous faut redonner à la France la place qu'elle doit avoir pour aider la planète à privilégier le bonheur humain ».

Le peuple de France veut le changement

Depuis, le mouvement social des retraites a confirmé l'exigence de changement. Je me suis efforcé de traduire cette volonté du peuple de France, le 8 novembre 2010, à l'occasion du meeting de Jappy, organisé par le Parti Communiste Français, durant lequel j'ai été appelé à m'exprimer.

« Je vous le dis, l'expérience douloureuse de la crise, comme les réformes destructrices du pouvoir, ont créé une majorité. Une majorité qui veut que la France change de cap. La bataille exceptionnelle autour de la question des retraites est la première grande confrontation contre le système, contre le libéralisme mondialisé qui ne connaît plus de limites. Une chose est sûre : les Français ont compris que dans ce système capitaliste, la règle veut qu'on ne partage que les pertes, jamais les bénéfices. Et il y a en a des bénéfices ! On

croule sous l'argent en France et dans le monde. [...] Nos compatriotes veulent que l'économie privilégie l'intérêt général aux intérêts privés ! Ils refusent d'être réduits à être des « choses », des choses tout juste bonnes à produire des bénéfices pour une poignée d'actionnaires insatiables au détriment de l'avenir de l'humanité et de la planète ! [...] Et ils nous le disent sous les formes les plus diverses, ils nous dressent une bonne feuille de route. Une feuille de route à double usage : pour les luttes d'aujourd'hui et pour les scrutins de demain. Cette feuille de route nous convient parce qu'elle tourne le dos à la mal vie. Elle nous convient parce qu'elle place l'intérêt personnel bien compris de chacun d'entre nous au cœur de notre projet de transformation sociale.

Et elle me convient personnellement parce que ce sont ces mêmes valeurs, et ces mêmes fondamentaux, qui ont toujours guidé mon action, comme celle de tant de camarades, dans le quotidien de notre pratique politique et dans les responsabilités qui nous sont confiées, en Auvergne comme dans bien d'autres territoires ruraux et urbains.

Je voudrais le dire ici : de ma vie de militant, d'élu de proximité, de député, je n'ai tiré qu'une seule véritable leçon : la démocratie, c'est l'arme du grand nombre. La démocratie, c'est l'art d'être ensemble et de se respecter, d'analyser et d'échanger, de coélaborer et de porter des projets partagés. C'est avec cette démocratie-là qu'il nous faut bâtir une nouvelle communauté humaine. "Je pose le principe que tous les hommes sont philosophes" écrivait Gramsci dans ses "Carnets de prison".

[...] Nous ne sommes pas les plus forts. Nous ne sommes pas les plus intelligents. Et je laisse à d'autres le soin d'avoir raison sur tout. Mais j'ai une conviction profonde : ouvrons la porte de la démocratie économique et sociale, laissons la société parler, laissons la liberté de se choisir un destin, faisons parler ensemble employés, ouvriers, chômeurs, fonctionnaires, artisans, laissons la France libre d'elle-même, et tranquillement une autre politique verra le jour ».

L'exigence d'une construction citoyenne

Durant ces derniers mois, au fil des rencontres sur l'ensemble du territoire, j'ai pu constater non seulement combien les Françaises et les Français souhaitent ce changement, mais combien ils exigeaient aussi d'être au centre du débat politique. J'ai eu aussi la confirmation que les communistes portent la conviction que la participation populaire est à la fois le but et le moyen du changement politique, comme cela est si bien formulé dans l'appel « espoir2012.org » :

« La mise en commun de l'intelligence de chacun est un gage de réussite dans la gestion des collectivités, dans les luttes syndicales, dans la direction

d'association, dans la conduite de projets collectifs, et plus globalement dans la promotion de l'intérêt général. Nous avons la conviction que les Français ne veulent plus que l'on parle en leur nom, qu'ils veulent participer à la prise de décisions de leur environnement professionnel jusqu'au gouvernement. Ils souhaitent un nouveau partage du pouvoir ».

C'est cette démarche de co-élaboration, que je partage depuis si longtemps, que j'essaie de porter. Elle est à l'opposée de grandes messes autour d'une élite « qui sait », comme des propositions, toutes ficelées, déclamées de la tribune d'un Congrès. La généralisation d'une telle démarche est d'autant plus indispensable qu'elle nous affranchit des artifices de la séquence présidentielle et permet à chaque Française et Français de reprendre son avenir en main.

Aussi, ma volonté est d'être un artisan déterminé de cette construction citoyenne du projet, pour permettre de desserrer l'étau du repli sur soi et montrer qu'une société s'affranchissant des banquiers, de la dictature de l'argent, est indispensable. Et qu'elle est possible !

Au cœur du débat de la gauche

Je soutiens aussi que notre objectif n'est pas de créer je ne sais quelle petite gauche, force d'appoint, disposant d'une vague capacité de protestation ; notre ambition est au contraire d'être les artisans d'une gauche forte, puissante, majoritaire parce qu'émancipatrice.

Le premier défi du Front de gauche, et plus particulièrement du Parti Communiste, est donc de construire une nouvelle dynamique, indispensable pour faire gagner la gauche qui transformera la société. Je voudrais sur ce point rappeler les propos que j'ai tenus le 29 novembre 2010, à la Fête de l'Huma de Bretagne :

« Ne laissons pas croire qu'il y aurait à gauche, d'un côté un chevalier blanc (le Front de gauche) porteur de toutes les vertus et de la pureté révolutionnaire, et de l'autre un chevalier noir (le Parti Socialiste et ses alliés) affublé de tous les maux et vendu au capitalisme. Ce qui importe, c'est d'emmener toute la cavalerie dans la bonne direction. Sinon, nous nous retrouverons au final avec un cheval de bois sur lequel nous n'aurons eu aucune prise.

Et je veux aussi dire à ma famille politique, à l'ensemble du Front de gauche : ne nous résignons pas à jouer les spectateurs énervés, à chaque fois que nous parlons, pensons que nous devons être acteurs pour construire la force qui donnera au pays le gouvernement qu'il mérite.

Oui, je le revendique, nos idées ont vocation à présider aux destinées du gouvernement de la France ! Et pour cela, il n'est d'autre moyen que de mettre concrètement le contenu du changement au cœur du débat de la gauche. De toute la gauche ».

Le Front de gauche doit être le passeur de colère et d'espoir pour la transformation de la société. J'en suis convaincu : il peut bousculer tous les pronostics, toutes les prophéties. Aussi, devons-nous envahir le débat présidentiel avec notre ambition. Pour créer, rassembler, porter une majorité d'idée. Et surtout pour rendre majoritaires les exigences de transformation sociale. Moi qui suis du pays des volcans endormis, je crois à l'éruption de l'impossible, je crois à l'éruption d'un peuple qui s'engage à fond pour empêcher que notre pays subisse les mêmes recettes que l'on impose au peuple grec, ou au peuple irlandais.

Le bilan de 6 mois de labourage

A l'occasion de ce Conseil National du 7 janvier 2011, suivi de l'Assemblée des secrétaires ou animateurs de section du 8 janvier, je souhaite faire un bilan de mes 6 mois de travail de terrain : 6 mois de labourage où j'ai souvent eu l'impression de tirer un araire au regard des moyens multiples mis à la disposition de l'élite politique et aux « machines de guerre » dont certains disposent.

- Ainsi, n'étant pas responsable d'une des formations structurant le Front de Gauche, je n'ai pas été invité aux grands débats nationaux organisés pour la construction du programme partagé... à l'exception de celui de Bordeaux, le 27 janvier prochain, sur les questions environnementales, en lien avec les idées que je développe dans mon ouvrage « Pour une Terre commune ».

- Je n'ai pu obtenir aucune participation à une émission politique d'importance, qui m'aurait permis de développer mes idées : télévisions et radios réservent les plateaux et « matinales », à forte écoute, aux personnalités sélectionnées par leurs experts en politique, ou promotionnés par un parti politique, voire choisies par le pouvoir quand elles s'inscrivent dans la stratégie élyséenne. Le formatage politico-médiatique, au casting pré-défini, n'admet aucun poil à gratter d'un épiderme bien huilé, si ce n'est, comme le disait Pierre Bourdieu pour se livrer « à des outrances verbales arrogantes ou démagogiques, tout à l'opposé de la générosité enthousiaste d'un message mobilisateur ». Aucun espace n'est laissé aux expressions hors du champ constitué si ce n'est pour des émissions de divertissement, à l'initiative d'animateurs qui ont le mérite d'oser la nouveauté, permettant ainsi quelques développements d'idées.

- La presse écrite, nationale comme régionale, a cependant manifesté un intérêt réel pour ma démarche, malgré quelques parti-pris journalistiques, avec pour certains la volonté de m'enfermer dans un positionnement « anti-Mélenchon », et pour d'autres la certitude que je n'étais qu'un candidat alibi.

- Mon nom n'étant proposé par aucun parti, il n'a été avancé dans aucune étude d'opinion, dans aucun sondage ... confortant l'idée que Jean-Luc Mélenchon est le seul candidat envisageable pour le Front de gauche ! Le Parti Communiste est ainsi d'ores et déjà effacé des prochaines échéances présidentielles, de fait des législatives, et progressivement de l'espace politique.

- Au fil des semaines, j'ai pris conscience du risque que le choix de la candidature du Front de gauche se fasse par défaut, avec un seul candidat possible, alors qu'il est indispensable qu'elle soit choisie en toute liberté, alliant à la démarche collective le respect de la souveraineté des adhérents de chacune des organisations et de leurs statuts. Faudrait-il exclure, a priori, qu'un communiste puisse représenter efficacement notre rassemblement, alors que dans les 4 régions où les listes Front de gauche ont dépassé les 10 % aux dernières élections régionales, elles avaient pour tête de liste un communiste ? Cette frilosité est le reflet d'une conception du Parti étroite, triste, mortifère alors qu'il est dans son essence même rassembleur, ouvert, généreux, comme nous sommes si nombreux à continuer à en faire la preuve, concrètement, au quotidien, sur nos territoires respectifs. En aucun cas, il ne s'agit pourtant d'exiger que le candidat soit forcément un membre du PCF ! Les diverses et légitimes expressions pour un débat sur cette question, comme l'appel de certains communistes « pour un rassemblement sans effacement du PCF » ont déclenché les anathèmes de donneuses et donneurs de leçons enfermés dans leurs certitudes, dont celle que notre Parti n'est plus à même de porter la visée communiste.

- Pour certains communistes traumatisés par les dernières échéances présidentielles, cette élection ne se résume qu'à un mauvais moment à passer, auquel il suffirait de tourner le dos pour que, mécaniquement, tout aille mieux ensuite. Tétanisés par la forme de ce scrutin, profondément contraire à nos valeurs et à notre vision d'une démocratie active, ils oublient que toute élection est une opportunité dont il faut se saisir, non seulement pour ne pas laisser le champ libre aux démagogues et aux faiseurs de régression sociale et libéraux de tous poils, mais aussi pour matérialiser une autre conception de la politique et offrir de nouveaux choix de vie en commun.

- Dans ce contexte, malgré de nombreux soutiens, ma candidature à la représentation du Front de gauche a parfois été considérée comme une initiative de division. N'étant pas présentée par le Parti, elle pu créer des interrogations chez des communistes. Elle a eu aussi pour effet d'accentuer l'acharnement de

certaines et certains à promouvoir, de façon outrancière, « le candidat incarné » du Front de gauche en la personne de Jean-Luc Mélenchon. Elle a alimenté d'autre part les interprétations de celles et ceux qui ne souhaitent pas un candidat du Front de gauche et qui m'ont reproché d'être l'instrument d'une opération de diversion.

Mon offre de candidature

A la lumière de cette expérience, je suis convaincu qu'une candidature individuelle n'a aucune chance d'aboutir dans le processus de désignation d'un candidat commun du Front de gauche. Elle ne serait qu'un leurre pour préparer, dans une confrontation inégale, la désignation du candidat imposé, et dont elle ne serait de fait que le faire-valoir.

Pour que des candidatures crédibles puissent compter dans le choix final, je suis persuadé qu'il est indispensable que des instances de notre Parti s'en saisissent, en lien avec le contenu qu'elles souhaitent donner au programme politique et que le candidat devra porter dans la dynamique du Front de gauche .

C'est pourquoi, si je confirme aujourd'hui mon offre de candidature, c'est en la mettant entre les mains des communistes : en premier lieu à l'occasion des débats de ce vendredi au Conseil National, et de ceux de samedi, à l'Assemblée des secrétaires ou animateurs de section ; puis dans les débats des différentes instances appelées à se prononcer avant la Conférence nationale qui aura à soumettre une proposition aux communistes. Plus largement, je la livre à la réflexion de l'ensemble des organisations du Front de gauche comme une candidature de rassemblement populaire, donc plurielle, sur les objectifs communs qu'il nous faut préciser, avec la volonté de rendre majoritaires les contenus de transformation sociale.

Ma volonté est simplement de répondre utilement aux attentes du peuple de France, en restant fidèle aux idées et à l'éthique qui sont les miennes, et qui sont celles de tant de militantes et militants du PCF, très majoritairement attachés à leur Parti et à la visée communiste.